



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°274 - 28/09/2018



ZOOM SUR...

Rapport CPIA 2017 de la Banque mondiale sur la gouvernance en Afrique subsaharienne

Le rapport 2017 *Country policy and institutional assessment* (CPIA) de la Banque mondiale sur l'Afrique subsaharienne (ASS) couvre 38 pays. Les scores CPIA sont actualisés pour l'ensemble des pays de la région admissibles aux ressources IDA (guichet concessionnel) du groupe Banque mondiale.

Le CPIA est gradué sur une échelle de 1 (plus faible note) à 6 (plus forte note) et obtenu à partir de 16 critères regroupés autour de 4 composantes : **i)** gestion économique, **ii)** politiques structurelles, **iii)** politiques contre l'exclusion sociale et en faveur de l'équité et **iv)** gestion et institutions du secteur public.

❖ Situation inchangée en Afrique subsaharienne avec un score moyen à 3,1/6.

Cette stagnation par rapport à 2017 marque la fin de la tendance régressive observée ces dernières années. Le nombre de pays ayant renforcé la qualité de leurs politiques et institutions a augmenté de 30%, quand celui des pays qui ont vu leur situation se dégrader a diminué de 40%.

Les pays en tête de classement régional sont : le Rwanda (4), le Sénégal (3,8), le Cap-Vert (3,7), le Kenya (3,7) et la Tanzanie (3,7).

Les trois derniers du classement sont : le Soudan du Sud (1,5), l'Erythrée (1,9) et le Soudan (2,4).

En Afrique de l'Ouest, le Top 5 est complété par le Burkina Faso (3,7, 6^{ème} en Afrique Subsaharienne), le Ghana (3,6, 7^e), le Bénin (3,5, 9^{ème}) et la Côte d'Ivoire (3,4, 10^{ème}). Le Nigéria arrive à la 22^{ème} place en ASS, avec un score de 3,2.

Trois pays ont un score inférieur à la moyenne subsaharienne : le Libéria (3,1), le Togo (3,1), la Gambie (3) et la Guinée-Bissau (2,5).

❖ Les pays enregistrent leur plus forte performance sur la composante 1 relative à la gestion économique

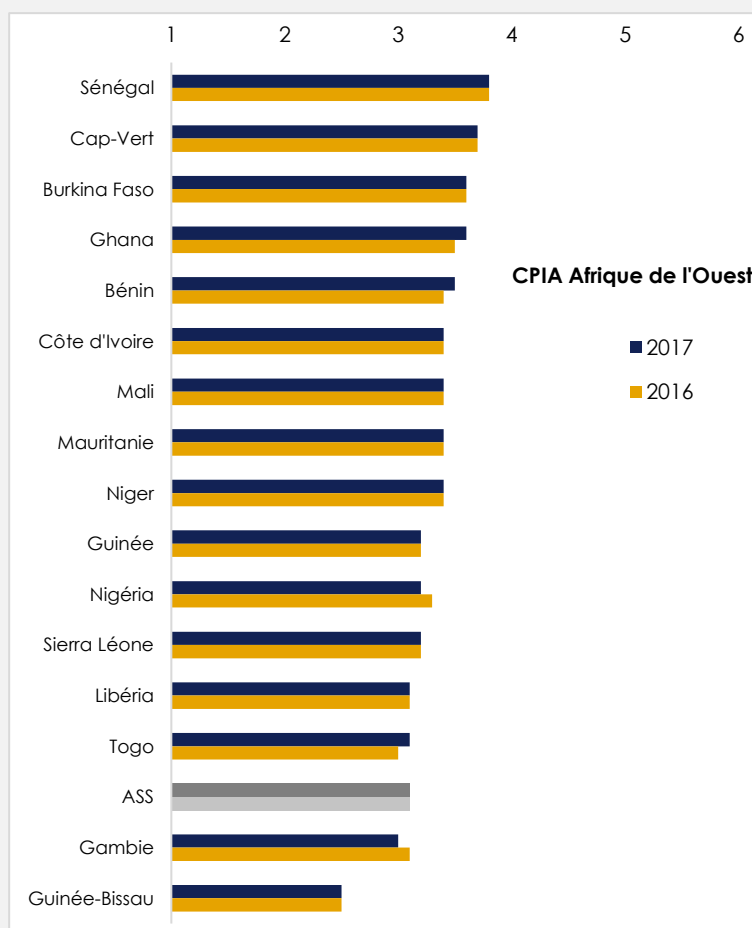
Les notes variant de 2,5 (Guinée-Bissau) à 3,8 (Bénin). La dette est de plus en plus un sujet de préoccupation pour les pays. **Le ratio dette/PIB, qui rentre dans la composante gestion économique, progresse à un rythme soutenu dans la quasi-totalité des pays.**

❖ Les pays sont pénalisés en général sur la composante 4

Cette composante traite, entre autres, des droits de propriétés, de la qualité de l'administration publique, de l'efficacité de la mobilisation des recettes, de la corruption.

Seuls le Cap-Vert (3,9) et le Sénégal (3,6) ont une note au-dessus de 3,5 sur cette composante.

Le graphique ci-dessous présente la situation en Afrique de l'Ouest :



ACTUALITE REGIONALE :

Examen de la situation économique récente et des perspectives de l'UMOA

D'après le [Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine \(UMOA\)](#), le taux de croissance s'est maintenu à 6,5% en glissement annuel, au 2^{ème} trimestre 2018. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,8% en 2018 (contre 6,7% en 2017) grâce au dynamisme des services des télécommunications, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que du secteur du bâtiment et des travaux publics. L'exécution des budgets des Etats s'est soldée par une atténuation du déficit budgétaire à 2,2% du PIB contre 2,6% en g.a. La balance courante est déficitaire à 7,0% du PIB en 2018 contre 7,2% observé en 2017.

BURKINA FASO

Dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est du pays

Depuis le 18 septembre 2018, il est désormais interdit de circuler entre 19h et 5h du matin avec des engins à deux roues ou des tricycles sur les routes de la région de l'Est du Burkina Faso, frontalière au Niger et au Bénin. Cette mesure intervient après la recrudescence des attaques terroristes dans la région ces dernières semaines.

MALI

Adoption par le gouvernement du projet de loi de Finances 2019

Le conseil des ministres s'est réuni le 19 septembre 2018 sous la présidence du Président Ibrahim Boubacar Keïta et a adopté le projet de loi de finances 2019. Le budget 2019 prévoit des recettes de 2 023 Mds FCFA (3,1 Mds EUR), en hausse de 3,4% par rapport à 2018. Les dépenses se situent à 2 410 Mds FCFA (3,7 Mds EUR), en hausse de 3,4% par rapport à l'exercice précédent. Le projet de budget 2019 présente donc un déficit global de 387 Mds de XOF (589 M EUR). Le gouvernement espère financer ce déficit via la mobilisation d'aides budgétaires et des émissions de titres publics sur le marché régional.

MAURITANIE

Ouverture de crédits d'avance au titre du budget de l'Etat 2018

Le projet de décret d'avance intervient en raison de l'évolution du contexte macro-économique qui remet en cause le cadrage de la loi de finances initiale de 2018. Les ressources du budget de l'Etat ont connu une augmentation d'environ 4 Mds MRU (96,4 M EUR). De l'ordre de 24 Mds MRU (576,7 M EUR) aux premiers mois de 2017, elles ont atteint 28 Mds MRU (673,8 M EUR) début 2018 en raison notamment de la hausse des cours mondiaux d'hydrocarbures (hypothèse initiale de 54 USD le baril contre un cours réel de 74 USD actuellement) et de la suppression ou de la fusion de certains ministères. Les dépenses ont connu une légère baisse de 24 Mds MRU (575,7 M EUR) en 2017 à 23,6 Mds MRU (568 M EUR) en 2018.

NIGER

Publication du projet de loi de Finances 2019 : +4% par rapport à 2018

Le projet de loi de Finances 2019 fait état d'un budget en augmentation de 4% par rapport à celui de 2018, à 2 050,8 Mds FCFA (3,1 Mds EUR). Les recettes s'élèvent à 1581,8 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) en progression de 9,2% par rapport à 2018, dont 53% portées par les recettes fiscales grâce à de nouvelles mesures notamment une réforme de l'impôt synthétique et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TAFI). Les dépenses courantes s'élèvent à 35,3% de du budget (723,4 M EUR) en augmentation de 2,2% et composées à 40% de dépenses de personnel (434 M EUR). Les dépenses en capital représentent, quant à elles, 54,2% de l'enveloppe globale (1,7 Md EUR). Enfin, l'amortissement de la dette absorbe 10,6% du budget (329,9 M EUR), en progression de 23,8 % par rapport à 2018. Le déficit s'établirait à 252,5 Mds FCFA (384,9 M EUR)

SENEGAL

Hausse de 574 Mds FCFA (875 MEUR) de la masse monétaire

Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à la fin du mois de juin 2018, la masse monétaire du Sénégal a enregistré une augmentation de 13,1% en g.a. (+974 M USD) à 4 953,3 Mds FCFA (7,5 Mds EUR). Cette hausse serait occasionnée à la fois par les dépôts transférables, les autres dépôts inclus dans la masse monétaire et la circulation fiduciaire (billets et pièces de monnaie hors banques).

1,7 M EUR de recettes fiscales mobilisées à fin juillet 2018

Selon la direction générale de la planification et des politiques économiques, les recettes fiscales mobilisées, au terme des 7 premiers mois de l'année 2018, sont estimées à 1 133 Mds FCFA (1,7 Mds EUR). Elles ont augmentées de 4,5% grâce à la bonne tenue de l'impôt sur le revenu et des recettes douanières qui se sont respectivement accrues de 16,1% et 4,7% pour atteindre 206,1 Mds FCFA (314 M EUR) et 360,3 Mds FCFA (549 M EUR). La TVA intérieure hors pétrole (237 M EUR), les taxes spécifiques sur la consommation (117 M EUR), la taxe sur les activités financières (53 M EUR) ainsi que la Contribution au développement économique (19 M EUR) participent également à cette hausse.

ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS

ACTUALITE REGIONALE

10 M FCFA de capital minimum pour les PME sur le marché financier de l'UMOA

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a fixé à 10 M FCFA (15 245 EUR), contre 100 M FCFA (152 450 EUR) auparavant, le capital social minimum requis des entités pour faire appel au marché financier régional de l'UMOA. Cette décision assouplit les conditions de sollicitation notamment au niveau du 3^{ème} compartiment de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Pour y accéder, une PME doit être constituée sous forme de société anonyme, produire un plan d'affaires sur 3 ans, avoir des états financiers certifiés des 2 exercices précédant la demande d'admission, un flottant d'au moins 10% du capital et avoir signé un contrat avec un Listing Sponsor dont les tarifs sont désormais fixés.

BENIN

Amendement en vue du Code des investissements

Le projet de loi portant modification du Code des investissements a été adopté par le gouvernement. Conformément aux recommandations de la CNUCED, de nouvelles mesures favorisant l'investissement privé seront créées. Il s'agira de (i) simplifier les régimes d'agrément avec des incitations claires et précises pendant les périodes d'installation et d'exploitation, (ii) d'exonérer les entreprises dans une large proportion de droits de douane pendant la phase d'investissement ce quel que soit le régime retenu mais également (iii) de professionnaliser le traitement des dossiers d'agrément et de limiter le délai de décision technique par l'Agence de promotion des investissements et exportations (APIEX).

BURKINA FASO

Un nouveau gisement en production pour Endeavour Mining

Le groupe Endeavour Mining au Burkina Faso prévoit de démarrer en 2019, l'exploitation d'un nouveau gisement à Bouéré-Dohoun, situé à environ 275 km à l'ouest de la capitale, dont le minerai sera traité dans à l'usine de Houndé. Les réserves minières sont estimées à 7,8 tonnes d'or sur une superficie de 5,37 km² avec une durée d'exploitation de 5 ans. Pour rappel, le groupe canadien exploite déjà les mines de Karma, dans la province du Yatenga, et de Houndé, dans la province du Tuy, et projette une production entre 355 000 et 375 000 onces en 2018.

COTE D'IVOIRE

Lancement du programme « Investir en faveur des femmes dans l'agroalimentaire »

[Africa enterprise challenge fund \(AECF\)](#) a annoncé un [financement de 3 Mds FCFA](#) (4,6 M EUR) pour les femmes entrepreneures évoluant dans l'agroalimentaire en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Éthiopie et en Sierra Leone. Le programme concerne les entreprises opérant dans la chaîne des valeurs agricoles spécifiques, notamment l'anacarde, le karité, le manioc, le palmier à huile, le riz et les produits maraîchers. L'AECF envisage d'augmenter le montant du fonds à 28 Mds FCFA (42,7 Mds EUR) pour couvrir le reste de l'Afrique subsaharienne. Pour mémoire, AECF est une institution financière lancée en 2008 au World Economic Forum Africa sur une initiative de Alliance for a [Green Revolution in Africa \(AGRA\)](#).

GUINEE

Appui budgétaire de 60 M USD de la Banque mondiale

La Guinée vient de recevoir de la Banque mondiale, un appui budgétaire de 60 M USD au titre de l'année 2018. La délégation de la Banque mondiale a présenté une matrice de réformes adossée à cet appui. Cette matrice, alignée sur le plan national de développement (PNDES) s'articule autour de trois piliers que sont (i) la promotion de la productivité et la croissance des investissements dans le secteur agricole, (ii) l'amélioration de la performance des services d'électricité et (iii) le renforcement de la prestation de services dans les communautés rurales. La Banque mondiale a par ailleurs annoncé le lancement de trois études cette année sur la fiscalité guinéenne, sur le genre et l'autonomisation des femmes et sur le corridor de transport.

Fin des travaux de raccordement du chemin de fer de Guinea Alumina Corporate (GAC)

D'un coût total de 1,4 Md USD, le projet de bauxite de Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA), connaît une bonne exécution. Les travaux de raccordement ferroviaires viennent d'être achevés. Il s'agissait de créer une ligne ferroviaire reliant le port minier de Kamsar à la mine de Sangaredi (région de Boké). Cela constitue une importante étape dans le développement de l'exportation de sa bauxite dont la production prévue au 2nd semestre de 2019 est de 12 millions de tonnes. Sur les 3200 employés guinéens travaillent dans ce projet, dont 80 % sont issus de la région.

MAURITANIE

Signature de l'APE régional avec l'Union européenne (UE)

La Mauritanie est devenue le 21 septembre, le 15^{ème} pays d'Afrique de l'Ouest à avoir signé [l'Accord de Partenariat Economique \(APE\)](#) avec l'UE. L'APE régional ne sera effectif qu'une fois la signature du dernier pays de la zone : le Nigéria. Les APE régionaux ont pour objectif de promouvoir les échanges commerciaux entre l'UE et les pays africains à travers la l'ouverture réciproque des marchés. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont quant à eux signé des APE intérimaires de façon bilatérale avec l'UE, en attendant la mise en œuvre de l'APE régional. Pour information, le comité ministériel conjoint au commerce UE-Afrique-Caraïbes-Pacifique se tiendra le 26 octobre 2018 à Bruxelles pour discuter de l'état des lieux des 7 APE.

Création d'une unité de production de fer

Hadid Chemal (groupe SKI), une société mauritanienne au capital de 36 M MRU (854 300 EUR), vient de lancer son projet d'aciérie pour fabriquer du fer à béton en Mauritanie. L'investissement représente une enveloppe de 50 M USD. La production annuelle attendue de l'aciérie est de 50 000 T/an dont 80% destinés aux besoins locaux et 20% orientés au marché sous régional (Mali et Sénégal). 290 emplois dont 60 emplois directs sont attendus avec la création de cette unité.

NIGER

La liaison du Bénin avec le Niger rétablie par une digue

Suite à l'effondrement du pont de Malanville la liaison entre le Bénin et le Niger par la route avait été coupée. La reprise effective du trafic était attendue pour le 24 septembre 2018. Une déviation temporaire via la réalisation d'une digue de franchissement a été mise au point, pour permettre aux quelques 400 camions bloqués de traverser. L'entreprise française, Sogea Satom, a été sélectionnée pour la construction du nouveau pont et dispose d'un délai d'exécution des travaux de 45 jours à compter de la date de signature du contrat.

Nestlé transfère son siège régional

La multinationale Nestlé, spécialisée dans les produits alimentaires, a décidé de délocaliser le siège de sa succursale de Ouagadougou à Niamey. Aucune explication n'a été encore apportée sur cette décision. Au Niger, Nestlé produit et transforme, entre autres, du lait et des cubes d'assaisonnement.

SENEGAL

Lancement du Bus rapid transit (BRT)

Le ministre des Transports terrestres, des infrastructures et du désenclavement a procédé au lancement du projet de système de Bus rapide sur voies réservées de 18,3 km entre Dakar et Guédiawaye. Il desservira 14 communes et transportera 300 000 voyageurs par jour dans un temps réduit. Ce projet d'un coût global de 296 Mds FCFA (451 M EUR) est financé par la Banque mondiale (281 M EUR), la Banque européenne d'investissement (79 M EUR) et l'Etat du Sénégal (23 M EUR). Le projet BRT est le seul projet de transport inscrit au titre de la contribution du Sénégal à la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour la COP 21.

TOGO

L'OMC agit pour le renforcement des filières anacarde et karité

Le projet de durabilité et de renforcement des capacités commerciales de l'anacarde et du karité au Togo (PRODAK), d'une durée d'implémentation de deux ans (2018-2020), bénéficie d'une enveloppe de 5,6 M USD financée par l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC) via le

Cadre intégré renforcé (CIR). Il consistera à structurer et renforcer les deux filières pour les transformer en cultures de rente, en vue d'accroître leur potentiel d'export. Ce projet fait suite à la précédente intervention de l'OMC au Togo, qui s'était alors focalisée sur le renforcement de la filière soja (2,4 M USD).

BRGM adjudicataire d'un lot sur le projet de gouvernance minière

Le Projet de développement et de gouvernance minière (PDGM), financé par la Banque mondiale (prêt de 15 M USD sur 2016-2020), entre dans sa phase d'opérationnalisation. Il s'inscrit dans la continuité de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Le français Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a été attributaire du lot pour la fourniture d'un système d'information géographique (SIG) moyennant un contrat de 80 000 EUR. Il s'agira de réaliser le fonds documentaire de la Direction générale des mines et de la géologie (DGMG). Un appel à manifestation d'intérêt vient d'être émis concernant la réalisation d'une cartographie des mines artisanales et des carrières clandestines.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

NIGER

Visite à Niamey de l'Ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel

Jean-Marc Châtaignier, Ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel, était en visite à Niamey les 18, 19 et 20 septembre 2018 afin de faire le point avec les autorités sur la préparation du prochain Sommet des chefs d'État de la Commission climat de la zone Sahel du 4 novembre. Cette réunion sera consacrée à l'adoption du Plan d'investissement climat pour la région Sahel, mais également à la poursuite des discussions entre le G5 Sahel, dont le Niger assure la présidence, et l'Alliance Sahel, initiative regroupant bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, dans la perspective de la signature d'un cadre formel de partenariat entre les deux structures.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin*	BF*	CV*	RCI**	Gambie*	Guinée**	GB**	Mali*	Mauritanie	Niger**	Sénégal**	Togo**	UEMOA*	ASS*
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers²</i> <i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³</i> <i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque